

DEUX SIÈCLES DE MENSONGES ET DE MANIPULATIONS

Cet ouvrage ne devait pas être publié.

D'ailleurs, tout avait été fait pour qu'il restât dans les limbes de l'édition.

L'affaire, pourtant, avait commencé sous les meilleurs auspices, car le thème avait beaucoup intéressé le PDG d'alors des éditions Plon.

Alors que nous revenions de déjeuner chez Lipp, boulevard Saint-Germain, il m'avait dit :

« C'est une très bonne idée, car le public adore qu'on lui révèle des mensonges ».

Comme c'est lui qui avait publié mon livre sur la Campagne de Russie de 1812, l'espoir, de mon côté, était au beau fixe.

Les instructions habituelles avaient été passées pour que le processus de fabrication suivît son cours normal.

J'avais demandé que la couverture fût stylisée et sobre. L'infographiste de Plon avait fait un très joli travail, qui m'avait proposé deux possibilités. Mon choix était fait.

Pendant ce temps, le service « Fabrication » procédait à la mise en page et à la préparation des épreuves.

Plon avait même mis le titre à l'Office, qui annonce les prochaines parutions des éditeurs.

Tout se déroulant sans problème, il ne me restait qu'à attendre que l'on me communiquât les épreuves pour relecture.

J'attendis. J'attendis, mais rien ne vis venir.

Pour en avoir le cœur net, je me décidai à envoyer un e-mail au service technique pour savoir ce qui se passait. C'est alors que j'appris que le PDG de Plon était descendu en personne ! dans le service pour faire arrêter, toutes affaires cessantes, la fabrication de l'ouvrage.

Fin de l'épisode Plon.

Je précise que personne n'avait eu la courtoisie élémentaire de m'informer de cette décision. C'est l'une de ces petites délicatesses qui font le charme du monde de l'édition.

Je découvris par la suite qui était à l'origine de cette basse manœuvre. Je n'en fus pas surpris, il n'en connaît pas d'autre.

De même que, plus tard, la relecture du manuscrit me fit comprendre aisément la « justification » de ce coup bas.

Je crois que ce genre de manœuvre porte un (vilain) nom : censure, et, dans ce cas précis, le vocable n'est pas usurpé, car, oui, les éditions Plon ont censuré mon travail.

France, pays de la liberté d'expression, entend-on souvent. Foutaise !

D'où cette question : de quel droit, et au nom de quoi un auteur est-il empêché de publier son travail, un travail, qui, en l'occurrence, ne cherche qu'à rendre justice à la plus grande figure de l'Histoire de la France ?

Ce texte a un tort.

Il importe en effet de savoir que, dans ce pays, l'histoire du Premier Empire est entre les mains d'une sorte d'institution, la Fondation Napoléon, qui, de sa propre initiative, s'est arrogé le droit de donner son avis sur tout ce qui s'écrit sur le Premier Empire, et, éventuellement, d'accorder (ou de refuser, officieusement, bien sûr) son *imprimatur*. Certains, dont je suis, n'hésitent pas à parler de mafia. Ce n'est pas faux.

Je me vis donc contraint de me mettre à la recherche d'une autre porte à ouvrir.

Ce fut une véritable quête qui se révéla stérile du Graal, au terme de laquelle le manuscrit fut refusé par toutes les maisons d'édition que je pus contacter¹.

Une relation amicale, qui occupe un poste important, et auteur lui-même, prit son bâton de pèlerin, et, au hasard de ses possibilités, entreprit de « battre la campagne » éditoriale. Accompagnées d'un refus, les réponses qu'il me rapporta se résumaient essentiellement à cet argument de choc : « Sa personnalité pose problème ».

J'entrepris alors de faire une introspection pour tenter de comprendre en quoi ma personnalité « posait problème ».

N'étant ni pédophile, ni trafiquant de drogue (et pas même utilisateur), je ne relevai rien d'ouvertement rédhibitoire à mon encontre. Encore que, pour certains, ce ne soit plus vraiment des délits.

En cherchant mieux, je réussis quand même à débusquer une tare, dont, comble de cynisme, je m'enorgueillis : je défends bec et ongles la mémoire de Napoléon.

Et, crime des crimes, je fus le porte-parole de la thèse de l'empoisonnement de l'Empereur pendant sa déportation à Sainte-Hélène.

Bien que cette thèse ait été scientifiquement démontrée par des scientifiques renommés faisant autorité mondiale dans le domaine de l'analyse toxicologique, les historiens

¹ *J'entends encore cet éditeur, à qui je souhaitais expliquer le thème peu ordinaire de l'ouvrage, me répondre avec une belle suffisance : « Je ne reçois pas les auteurs » (sic). Un dédain, étonnant de la part de gens qui ne vivent que des (ou sur les) auteurs : sans auteurs, pas d'éditeurs, pas d'imprimeurs, pas de distributeurs-diffuseurs, et surtout, pas de libraires. Peut-être ce brave garçon, qui venait de quitter un grand groupe, Robert Laffont, je crois me souvenir, avait-il pris la « grosse tête » : il venait de fonder sa propre maison ! Compte tenu de sa minable grossièreté, je ne lui ferai pas la publicité de donner le nom de sa maison.*

napoléoniens de la Fondation Napoléon, avec des arguments bas, lamentables, et grotesques, ont toujours refusé, et continuent de refuser, obstinément et stupidement, de la reconnaître.

J'écrivis des articles, je fis des conférences, où je ne manquais pas de public tant l'affaire était peu ordinaire : l'Empereur des Français mis hors d'état de nuire comme un vulgaire rongeur avec de la... mort-aux-rats ! Car tel était le toxique que les scientifiques avaient identifié dans la « moelle épinière » des cheveux impériaux.

Mais ce faisant car c'est une thèse dont on n'a pas le droit de parler, sauf pour la ridiculiser je me mettais, sans en être conscient, au ban de l'histoire du Premier Empire. Je me « suicidais historiquement ». Mes livres sont aujourd'hui boycottés par l'un des mes éditeurs, Perrin², chez qui j'ai publié deux titres, au profit des auteurs appartenant aux instances officielles de la « Napoléonie ».

En bref, je n'existe pas.

Peu importait que j'eusse déjà publié sur la période. Les éditeurs croulant sous les manuscrits non sollicités³, ils n'allaient tout de même pas perdre leur temps précieux avec le manuscrit d'un individu dont la « personnalité pose problème ».

Qu'y-a-t-il donc de si répréhensible dans ce manuscrit pour que toutes les maisons d'éditions contactées aient refusé de, simplement, le lire comme c'est l'usage ?

Il existe une « histoire napoléonienne » officielle, qui est reprise par tous les médias, y compris étrangers et, notamment anglais. On y trouve couramment les mots de « parvenu », « va-t-en-guerre », « ogre » (de Corse), « dictateur » (ou « tyran »), « esclavagiste », « antisémite », « précurseur d'Hitler », « nabot », « boucher »...

Et aucun historien, même labellisé « napoléonien », ne s'insurge contre ce flot d'insultes !

On y affirme aussi qu'il est le responsable des emblématiques « guerres napoléoniennes » une belle escroquerie sémantique dont j'aurai l'occasion de démontrer toute la fausseté dans les pages qui suivent d'avoir envoyé le duc d'Enghien devant un peloton d'exécution en clair, de l'avoir assassiné d'avoir saigné la France à blanc en étant le responsable direct de la mort de « deux millions » d'hommes, etc. etc.

2 En 2015, il a ainsi refusé de réimprimer mon histoire de la bataille de Waterloo (qui s'était fort bien vendue), sous le prétexte, je cite, que cela « coûtait des sous » (l'élégance pure !). Je ne résiste jamais à citer cette phrase étonnante. En fait, il ne fallait pas faire d'ombre à un livre du directeur de la Fondation Napoléon sur le même thème, et il fallait garder des « sous » pour la réédition luxueuse en un seul gros volume des trois ouvrages signés de Dominique de Villepin qu'il connaît très bien.

3 À l'époque où les éditions Plon étaient sur la merveilleuse place Saint-Sulpice, il en arrivait quelques centaines par mois.

C'est la *doxa* à la mode. Pas question de la mettre en doute.

Aucun personnage historique, pas même ces deux stakhanovistes patentés de l'extermination de masse que sont Hitler et Staline, pour ne citer que les plus emblématiques de cette engeance maudite, n'a été aussi basement maltraité, insulté, diffamé que Napoléon.

Quelle image nous a-t-on en effet léguée de cette période ?

Celle d'un temps où les soldats français en fait les « appelés » de l'époque n'étaient qu'une bande de soudards sanguinaires des « SS » pour reprendre l'expression toute en nuances d'un invité d'une émission de Bernard Pivot, feu François Cavanna, le fondateur du magazine satirique *Hara Kiri* – marchant avec un enthousiasme servile dans les pas d'un dictateur fou.

Dans ce cas particulier, les vainqueurs, ou, mieux, les bénéficiaires de la chute de Napoléon – chute qui était inscrite en devenir dès que le Premier Consul Bonaparte eut rendu à la France sa prospérité et sa puissance furent les Anglais (ils n'ont jamais été très « partageux »), qui, ensuite, par l'effet d'une astucieuse désinformation efficacement relayée en France avec le consentement muet des historiens de la période, parvinrent à faire oublier leurs sanglantes manigances pour en faire porter la responsabilité au seul Napoléon.

On verra d'ailleurs au fil des pages l'inexplicable (en apparence) connivence qui existe entre cette Fondation Napoléon, plus haut mentionnée, et, disons faute de mieux ou de plus précis, l'Angleterre.

Cette connivence factuelle conduit ainsi la Fondation en question à faire un silence de plomb sur toutes les exactions commises et/ou commanditées par le gouvernement anglais du temps. Ceux de nos compatriotes, qui ont eu à subir l'occupation allemande, avaient un nom pour désigner ce comportement : collaboration.

En fait, l'histoire du Premier Empire qui nous est assenée n'est autre que celle que nous racontent les Anglais. Objectivité (ou simple honnêteté) garantie !

Et cela n'est pas acceptable.

Tout au long des décennies qui suivirent le décès de Napoléon, le 5 mai 1821, la manipulation des esprits continua de plus belle, se boursoufla sans rencontrer la moindre opposition, pour aboutir, simple cas parmi d'autres, mais éminemment symbolique, à un pamphlet sordide dans lequel l'auteur, Claude Ribbe, qui, est, lui, libre de publier, comparait Napoléon à Hitler. Une vieille rangaine.

Pamphlet sordide, mais efficace, qui aboutit, en décembre 2005 à un spectacle lamentable et honteux : la débandade effrénée et grotesque de l'ensemble du gouvernement

français, le couple Chirac-Villepin en tête de peloton, au moment de ce qui aurait dû être la commémoration du bicentenaire de la première victoire de Napoléon et de ses soldats, donc de la France, remportée sur les monarchies étrangères soudoyées par l'Angleterre.

Quelles peuvent être les causes de cette détestation, de cette animosité irrationnelle, et de ce qu'il faut bien appeler une haine que rien d'honnête ou de rationnel ne justifie ?

Diffamation par les royalistes de l'époque qui ont fait école ?

Masochisme national, comme le pensait Napoléon ?

Désinformation « gauchisante » des services de l'Éducation nationale ?

Un mélange des trois hypothèses ?

Tout est possible, rien n'est certain.

Une précision pour couper court d'emblée à un absurde et mauvais procès (je serais un anglophobe « hystérique ») que l'on me fait souvent sur, étrangement, certains sites napoléoniens, reproche que me font aussi parfois certains lecteurs : lorsque, dans cet ouvrage, comme dans les autres d'ailleurs, je m'en prends aux Anglais, il faut bien comprendre qu'il ne s'agit *que* du pouvoir politique, pas du peuple anglais qui est un grand peuple, même s'il était, et reste aujourd'hui encore, victime et dupe de la propagande haineuse de son gouvernement, ni, bien évidemment, des officiers et des soldats anglais pour lesquels j'ai la plus grande considération.

Mais, si, aujourd'hui, nos relations sont bonnes enfin pas toujours il n'en est pas moins vrai qu'entre les années 1800-1815, l'Angleterre fut un ennemi assidu, un ennemi implacable de la France, comme, cent-quarante ans plus tard, l'Allemagne nazie le sera de l'Europe. Je suis donc bien obligé de la traiter comme tel.

Cette année 2021 m'a semblé être le moment opportun après, il sera trop tard pour faire justice pour dénoncer quelques mensonges flagrants, et donner de l'homme Napoléon une image différente – oserais-je écrire plus vraie ? de celle que les vainqueurs de 1815 et leurs obligés serviles, les royalistes français, ont jugé bon de nous donner, ou, plus précisément, de nous imposer sans opposition depuis quelque deux cents ans.

J'ai souhaité redonner sa part de vérité et d'humanité à un très grand homme, qui ne fut certainement pas un saint – une dangereuse chimère pour un chef d'État – mais pas non plus le « dictateur brutal et absolument impitoyable » (*Daily Telegraph* du 14 Mars 2015), cette brute emblématique que nombre d'auteurs et d'historiens mercantiles du passé et du

présent le scandale et la diffamation se vendent bien se sont ingéniés à discréditer de manière sordide.

Cet ouvrage « karcher » est la concrétisation de ce souhait.